

## Les élus du Finistère ont rendez-vous au Quartz

Les 4 et 5 octobre, l'Association des maires de France (AMF29) organisera le 8<sup>e</sup> Carrefour des communes et des communautés du Finistère, au Quartz de Brest.

Depuis 2003, le Carrefour des communes et des communautés est le rendez-vous incontournable des élus et de leurs services : « L'idée est d'avoir un temps pour se rencontrer », résume le président d'AMF 29, Dominique Cap, qui rappelle que le Finistère était le premier département de France à lancer ce type de rassemblement.

Depuis, l'idée a fait du chemin, puisque 40 départements ont repris le principe, une année sur deux. « Mais aucun n'atteint le niveau du Finistère, précise le président finistérien, où toutes les communes et intercommunalités du département sont adhérentes, de la plus petite à la plus grande. »

### Des démissions en masse

Maires, présidents d'EPCI, élus municipaux et communautaires, collaborateurs... En octobre, ils seront 2 500 à Brest, pour assister à des ateliers, des conférences et des rencontres pendant deux jours.

Un programme reprenant des problématiques en lien avec les préoccupations des élus. « Ça a été un mandat compliqué », résume Dominique Cap avant de dévoiler la thématique de cette année : « Élu(e) local(e) au quotidien : bienvenue dans l'ère du changement permanent ».

Le président d'AMF 29 pointe du doigt une instabilité néfaste au bon fonctionnement des institutions : « Les élus sont des personnes légitimistes : on a les règles du jeu, on les applique. Mais il faut arrêter de les changer tous les six mois. Aujourd'hui, nous avons un vrai



François Cullandre, maire de Brest, Laurence Fortin, vice-présidente de la Région Bretagne, Dominique Cap, président AMF 29, Franck Respigat, vice-président départemental.

manque de visibilité, entre la baisse de dotation, la réforme territoriale, la loi NOTRe, la suppression de la taxe d'habitation... »

Conséquence, ce mandat aura été touché par un phénomène commun à tous les départements et beaucoup plus important que les années précédentes : la démission des élus. « On recense déjà 755 conseillers et 17 maires démissionnaires, et il reste encore deux ans, précise le président d'AMF 29. À titre de comparaison, on avait dû comp-

ter 400 démissions lors du dernier mandat. »

Un phénomène explicable par plusieurs facteurs : « En 2014, il y a eu énormément de renouvellements. Beaucoup de jeunes élus sont arrivés avec des projets, mais dans la foulée, les communes se sont retrouvées avec des fonds en moins, à cause des coupures de dotation globale de fonctionnement. Les programmes ont donc été plus difficiles à mettre en place, ça a créé beaucoup de tension. » Sans ou-

vrir les responsabilités qu'endosse un élu au quotidien : « La complexification administrative, les risques juridiques qui pèsent sur les maires, le manque de reconnaissance du statut d'élu... » énumère Dominique Cap, avant de conclure en citant François Baroin, président de l'AMF : « Le maire est toujours à portée de batte ».

Pauline BOURDET.